

Frénésie de sondages

À cinq mois de l'élection présidentielle, il ne s'écoule pas un jour ou presque sans un nouveau sondage censé révéler l'état de l'opinion française. Le paradoxe est que les sondages sont, à ce stade, à la fois sans grande valeur et très influents sur le déroulement de la campagne.

Un jour à peine sépare ces deux titres : « Marine Le Pen écrase Eric Zemmour », « Zemmour et Le Pen au coude à coude ». Deux titres pour deux sondages, et des heures de commentaires sur les plateaux de télévision...

Primaires sondagières

« La frénésie des sondages est moins liée à leur nombre qu'à leur interprétation », affirmait récemment Frédéric Dabi, pour l'Ifop. Il a raison sur le nombre : 65 sondages sur la présidentielle, c'est deux fois moins qu'en 2016 au même stade de la campagne... Mais parions que les mois à venir combleront le retard pour un nouveau record.

Frédéric Dabi a également raison sur la frénésie des interprétations, car jamais une campagne aura autant tourné autour des sondages. Dans un contexte d'affaiblissement des partis, l'enjeu est de désigner le « meilleur » candidat de chaque camp, dans une sorte de primaire sondagière pour le trio Jadot-Mélenchon-Hidalgo et surtout le duo Zemmour-Le Pen. Même Les Républicains, engagés dans une primaire formelle, ne cessent de se situer par rapport aux sondages afin de convaincre les adhérents.

Résultat, à ce stade de la campagne, les instituts multiplient



« Avant la campagne, les sondages ont une influence forte sur l'offre électorale », constate Jérôme Sainte-Marie.

Photo AFP/Eric CABANIS

les hypothèses et jouent le match avant le match, devant des électeurs encore largement passifs, reconnaît Jérôme Sainte-Marie (voir l'entretien par ailleurs).

« Faire du bruit »

Les politiques se récient, bien sûr. Ils rivalisent en fait d'hypocrisie, affirme le dirigeant d'OpinionWay, Frédéric Micheau, dans *La Prophétie électorale* (Éditions du Cerf). Ils dénoncent les sondages qui leur sont défavorables mais citent ceux qui les flattent. Et ils en consomment

à haute dose : le procès en cours des « sondages de l'Élysée » a révélé la commande par l'équipe de Nicolas Sarkozy de 264 enquêtes d'opinion en deux ans !

Alors, faut-il « croire » tous ces sondages ? Leurs erreurs, toujours minimisées par les instituts, devraient conduire à un minimum de circonspection. Surtout sur les hypothèses de deuxième tour, dont tous admettent qu'elles sont très aléatoires - mais que tous produisent pour le plus grand bonheur des com-

mentateurs politiques.

C'est ainsi, loin des programmes si ennuyeux, une campagne électorale exige des histoires à raconter, des coups de théâtre, des chutes et des « remontadas ». Quitte à donner raison au politologue Alexandre Dézé, qui déclarait dans *Le 1* : les sondages participent à « la mécanique globale de spectacularisation et de brutalisation de la vie politique, alimentent une machine à faire du bruit qui nous rend sourds. »

F. B.

Le doux contrôle d'une Commission

Luc Bronner, journaliste au *Monde*, a répondu à plus de 200 sondages en six semaines, dont quatre en une seule journée pour le même institut - en changeant de nom, de sexe, d'âge... L'enquête a fait du bruit, dans le tout petit monde des sondeurs, car elle révèle un point obscur de cette pratique : les panels de sondés constitués en ligne par des sociétés spécialisées, qu'on abreuve de questions sans véritable contrôle et contre (modeste) rétribution.

■ Des bruts confidentiels

Car la Commission des sondages, créée en 1977, reconnaît ne pas s'immiscer dans cet aspect de l'exercice. Son rôle est de contrôler la fabrication et la diffusion des enquêtes liées aux politiques. Les instituts sont tenus de lui envoyer pour chaque sondage une notice qui comprend notamment la composition de l'échantillon, les conditions de réalisation des entretiens, la valeur éventuelle de la rétribution des sondés, et les critères de redressement des résultats bruts. Le « redressement » consiste à réviser les résultats bruts de l'enquête, selon divers critères. Par exemple, si l'échantillon réel comprend moins de jeunes que la population française, le sondeur va extrapoler les réponses des jeunes. Un exercice qui relève en partie du « pifomètre », reconnaissait le père des sondages Pierre Weill.

■ Le « secret des affaires »

C'est le sujet d'une première critique de la Commission et des lois qui régissent sa pratique : si elle connaît les résultats bruts, elle ne les rend pas publics, au nom du « secret des affaires » et des méthodes dans un secteur assez concurrentiel. « Une plus grande transparence alimenterait la confiance », estime Frédéric Micheau, dans *La Prophétie électorale*.



La Commission des sondages est hébergée par le Conseil d'État, dont est membre son secrétaire général. Photo AFP/Bertrand GUAY

Seconde critique, sa grande mansuétude. En 45 ans d'existence, aucune condamnation d'institut, tout juste des « communiqués » et « mises au point » sans grande conséquence. Dernier en date, un communiqué contre la chaîne CNews qui claironnait le 27 octobre : « Présidentielle : E. Zemmour en hausse ». Cela sur la base d'un sondage donnant une intention de vote de 17 % ou 18 % « exactement identique à celui des deux précédentes vagues de cet institut », souligne le communiqué. Combien de téléspectateurs en ont été informés ?

F. B.

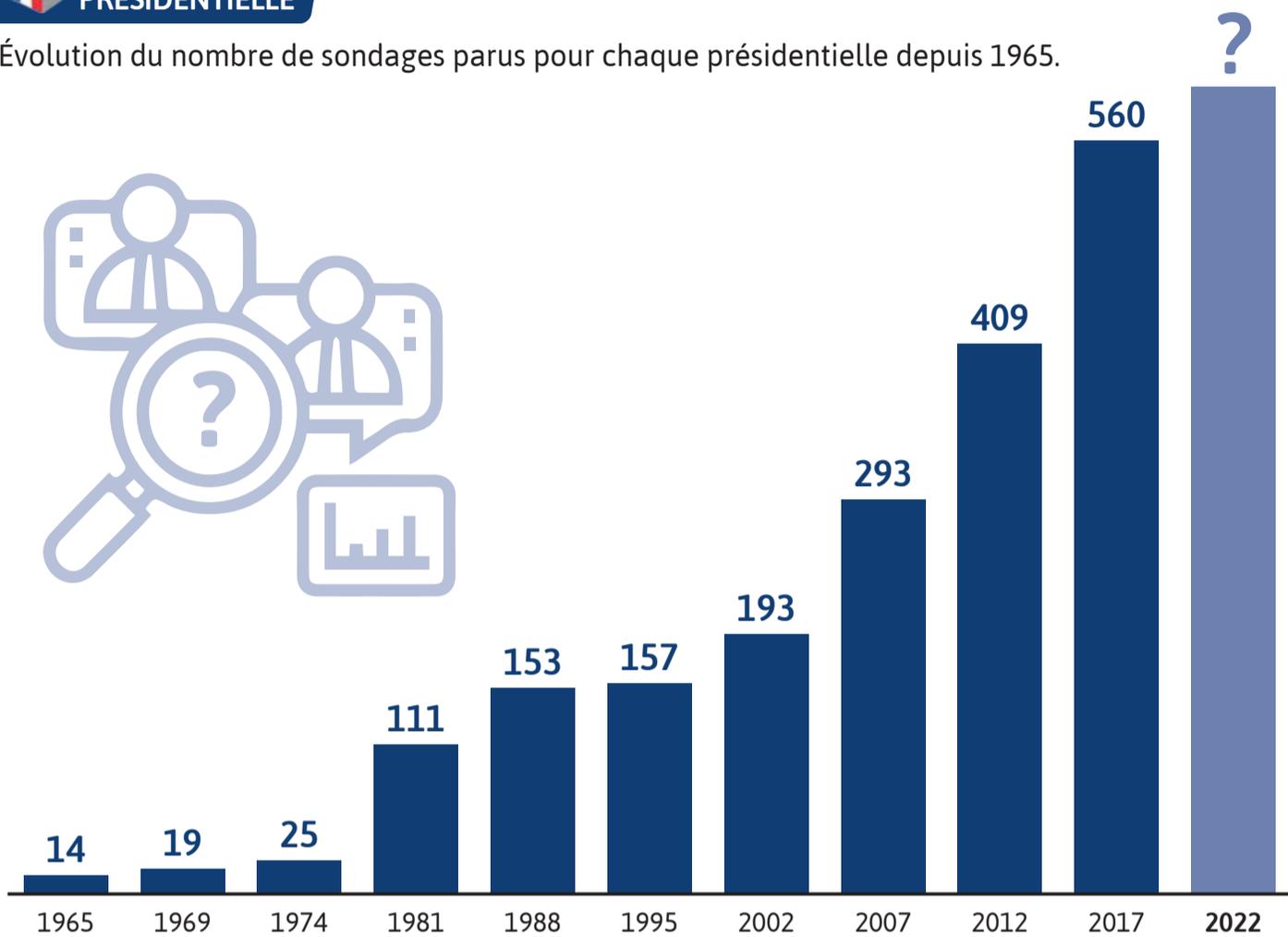
dans la course à l'Élysée



Élection PRÉSIDENTIELLE

L'INFLATION DES SONDAGES

Évolution du nombre de sondages parus pour chaque présidentielle depuis 1965.



Source: Commission des sondages.

VISACTU

REPÈRES

Erreurs en série

Il y a les erreurs « historiques » des présidentielles de 1995 et 2002. Mais les élections les plus récentes n'ont pas été exemptes d'approximations...

■ Présidentielle 2017

Les instituts ont donné le bon ordre d'arrivée des quatre premiers, pourtant dans un mouchoir. Au second tour, en revanche, le score de Marine Le Pen a été surestimé de plus de cinq points par plusieurs instituts.

■ Européennes 2019

Les sondeurs ont sous-estimé la participation, comme pour la présidentielle. Bonne évaluation des deux premiers (LREM et RN), mais surestimation de trois à cinq points du score des Républicains, et sous-estimation des écolos de quatre à sept points.

■ Régionales 2021

Le naufrage... Sous-estimation de l'abstention de six à sept points, surestimation générale des listes du RN, qui empêche d'anticiper les victoires du PS et de LR.

“ La profession de sondeur politique est terminée. C'est dévastateur pour mon industrie. ”

Frank Lutz,
après la présidentielle américaine de 2020

Et zéro enquête d'opinion pour les départementales !

Tous les scrutins ne passionnent pas également les sondeurs et leurs commanditaires, les médias. Les élections européennes de 2019 ont ainsi été l'objet de 136 sondages, le double de l'édition précédente de 2014. Les régionales de juin 2021 ont donné lieu à 96 sondages, dont la moitié dans les trois régions d'Île-de-France, Hauts-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes, qui toutes portaient un enjeu présidentiel. En revanche, les départementales organisées au même moment ont suscité... zéro sondage ! En 2015, séparées des régionales, elles avaient enregistré 33 sondages. Était-ce aussi un effet de la crise sanitaire ? Les municipales de 2020, au premier tour organisé à la veille du premier confinement, ont donné lieu à « seulement » 158 sondages, contre 248 en 2014.

65

C'est le nombre de sondages réalisés sur la présidentielle de 2022, au 20 novembre. À la même date, en 2016, on en comptait deux fois plus : 122.

“ La réponse est oui. Mais quelle était la question ? ”

Woody Allen

QUESTIONS À

Jérôme Sainte-Marie, directeur de Polling Vox

« Des sondages précoces sans grande réalité »

« Jamais les sondages n'ont autant d'influence politique qu'au moment où ils ont le moins de réalité », avez-vous déclaré sur Public Sénat. Comment expliquer ce paradoxe ?

« Quand les gens sont vraiment dans l'élection, à partir de janvier-février, les sondages n'ont plus une grande influence sur eux, ils enregistrent seulement leurs évolutions. En revanche, avant la campagne, les sondages ont une influence forte sur l'offre électorale, sur le choix des candidats. Dans les primaires des partis, certains concurrents avancent pour argument d'être les mieux placés pour gagner, sur la base des sondages. On le voit cette fois au sein du courant nationaliste : Eric Zemmour appuie son offensive contre Marine Le Pen beaucoup moins sur les différences d'idées, puisque son programme est à peu près le même, mais sur la prétention d'être le plus à même de l'emporter au second tour. »

Et cela au moment où les sondages ne reflètent donc pas une réalité ?

« Leur réalité est discutable car ils amalgament de vraies intentions de vote et de simples préférences sur une offre hypothétique découverte par l'interviewé au moment du sondage... »

Le sondé répond à une question qu'il ne s'est pas vraiment posée...

« Preuve en est le sondage d'OpinionWay, qui nous dit que moins de la moitié des Français déclare s'intéresser à l'élection présidentielle. Et comme on sait que les gens ont tendance à surestimer leur intérêt, c'est sans doute moins. Vous avez donc une grande majorité de la population qui ne se sent pas concernée, qui ne con-



Photo Éditions du Cerf

naît pas le nom des candidats possibles... De manière très raisonnable et légitime, en fait, ils attendent janvier ou février pour commencer à s'intéresser à la campagne, à examiner l'offre politique et à avoir des intentions de vote, qui peuvent ensuite évoluer. Le problème est que ces sondages précoces, sans grande réalité, jouent un grand rôle dans la constitution de l'offre. »

Vous êtes depuis trente ans dans le métier. Les sondages sont-ils plus ou moins fiables qu'avant ?

« Je ne vois pas d'évolution particulière. La dernière présidentielle a été une franche réussite pour tous les instituts, et les dernières régionales, une « catastrophe sondagière ». Quand l'élection n'intéresse pas les gens, ils répondent quand même, et de bonne foi, mais leurs réponses sont quasiment virtuelles car ils ne se sentent pas impliqués... La progression de l'abstention aux scrutins est une vraie menace pour les sondages. C'est aussi pourquoi je pense que la multiplication des sondages permet de les relativiser et d'affiner l'information. »

Les sondages sont-ils bien contrôlés par la Commission des sondages ?

« Son existence est une excellente chose. Il faut juste qu'elle ne succombe pas à la tentation de vouloir fixer la bonne méthode, qui relève des instituts. En réalité, on ne sait pas quelle est la bonne méthode : les sondages sont une technique qui évolue, qui s'adapte, avec parfois des débats entre instituts que la Commission a la sagesse de ne pas trancher. »

Propos recueillis par Francis BROCHET

À lire : « Bloc populaire » de Jérôme Sainte-Marie (Éditions du Cerf).